

*Entente de financement du transport collectif 2024-2028***On ne répond pas aux crises par le statu quo**

Montréal, le 21 novembre 2024 — En réaction au dévoilement de l'énoncé budgétaire, l'Alliance TRANSIT, dédiée au financement des transports collectifs au Québec, salue la prévisibilité d'une entente pluriannuelle nécessaire, mais **s'inquiète vivement de la perspective d'une stagnation de l'offre pendant des années**. Il apparaît que l'« aide » [annoncée de 880 M\\$](#) sur quatre ans permettra difficilement le maintien de l'offre de service globale.

Dans l'attente du dévoilement de l'entente, l'Alliance TRANSIT soulève l'interrogation suivante : quand renouera-t-on avec une véritable croissance des services, au-delà des seuils pré-pandémiques, pour l'ensemble du Québec ?

**Une stagnation inacceptable**

Alors que la société civile s'unit comme jamais auparavant pour renouer avec l'ambition en transport collectif, du milieu municipal au milieu économique en passant par les syndicats, le gouvernement semble en pleine contradiction avec ses propres politiques. Rappelons effectivement que d'investir massivement dans le développement des services de transport collectif et des infrastructures de transport en commun constitue un des engagements phares pris par l'actuel gouvernement dans le Plan pour une économie verte, en plus d'être nécessaire à l'atteinte des cibles de la Politique de mobilité durable 2030 du Gouvernement du Québec, notamment d'augmenter l'offre de service de 5 % par année ([Plan d'action 2018-2023](#), p.94).

« Bien que le gouvernement procure une meilleure prévisibilité pour les sociétés de transport afin d'éviter des coupures, la stagnation de l'offre globale de transport collectif au Québec dans le contexte inflationniste que l'on vit risque fortement d'avoir un impact sur la qualité du service pour les usagères et usagers pour les années à venir. On semble déguiser l'austérité en équilibre budgétaire », déclare **Maggie Harvey, directrice générale par intérim chez Trajectoire Québec et porte-parole de l'Alliance TRANSIT**.

« Bien que la prévisibilité qui découle de cette entente pourrait créer un contexte propice à la planification de l'amélioration des services, elle semble surtout consacrer le retard pris lors des dernières années. Nous sommes inquiets, mais ne demandons qu'à être agréablement surpris par un leadership du gouvernement pour travailler avec l'ensemble des partenaires à l'atteinte des cibles de la Politique de mobilité durable », affirme **Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur de l'Alliance TRANSIT**.

Les solutions à court terme pour rectifier le sous-financement du transport collectif existent pourtant et sont partagées annuellement dans [les recommandations prébudgétaires](#) de l'Alliance.

#### Sources de financement à court terme identifiées

- Indexation de la taxe sur le carburant : 619 M\$ par année
- Augmenter la part du marché du carbone : 196 à 279 M\$ par année
- Indexation de la taxe sur l'immatriculation : 75 M\$ par année

Ces mesures sont également identifiées par le ministère des Transports et de la Mobilité durable dans le [Chantier sur le financement de la mobilité durable](#).

– 30 –

## À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens et de citoyennes d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici à 2030. L'Alliance TRANSIT regroupe [une cinquantaine d'organisations](#) de divers domaines.

[@AllianceTRANSIT](#)

### Renseignements

Samuel Pagé-Plouffe  
[info@transitquebec.org](mailto:info@transitquebec.org)  
514-714-6762

